

Service santé et protection animales – environnement  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 91705  
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Société Bisontine d'abattage - SBA**

27-28, Rue Thomas Edison  
25000 BESANÇON

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

Références : LM/2026/00902

Code AIOT : 0052501122

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2/03/2026 dans l'établissement Société Bisontine d'abattage – SBA 27-28, Rue Thomas Edison à 25000 BESANÇON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection dans le cadre de la procédure de réexamen IED - BREF SA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **Société Bisontine d'abattage - SBA**
- 27-28, Rue Thomas Edison  
25000 BESANÇON
- Code AIOT : 0052500090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Inspection dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004 article 15	Demande d'action corrective	6 mois
6	Cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004 article 17	Demande d'action corrective	3 mois
8	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004 article 17	Demande d'action corrective	3 mois
10	Rejets indirects	Arrêté Préfectoral du 17/02/2025, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois
11	IED	Code de l'environnement, article R 515-71 I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Sans objet
5	Rétention des aires spécifiques aux MRS	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 16	Sans objet
7	Rétention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	Sans objet
9	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les locaux d'abattage nécessitent des travaux pour remettre en état les sols, dont les revêtements sont fortement dégradés. Par ailleurs, au sous-sol, des fuites sont visibles au niveau du réseau de collecte des siphons de sol tout au long de la chaîne d'abattage et des sous-produits animaux; elles doivent faire l'objet de réparation.

Les capacités de la station de pré-traitement et/ou l'insuffisance de gestion des rejets en amont de celle-ci ne permettent pas d'assurer un abattement suffisant de la charge polluante des eaux usées issues des activités d'abattage. En conséquence, les eaux usées en sortie de station demeurent fortement chargées.

Votre établissement est classé sous la rubrique 3641 de la nomenclature des ICPE ; il doit, à ce titre, se conformer aux prescriptions de la directive correspondante au plus tard le 18 décembre 2027. Au regard de ces exigences, des actions devront être mises en œuvre afin de réduire la charge polluante des eaux usées en sortie de la station de pré-traitement

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'ensemble du site est clôturé, l'accès véhicule est fermé en permanence (barrières automatiques) et l'accès piéton se fait via un système de tourniquet avec code d'accès.  La zone de déchargement des animaux est clôturée les accès véhicules sont sécurisés, pour éviter la fuite des animaux, par des passages dits "canadien".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.  Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
<b>Constats :</b>  Les installations et leurs abords sont maintenus propres et entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.

**Constats :**

Le rapport de vérification périodique (Q18) effectué par la société APAVE les 11 et 12 février 2025 a été transmis à l'inspection des ICPE le 4 mars 2026.

Le rapport mentionne des non-conformités pour lesquelles l'exploitant a mentionné les dates de remise en conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.

Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.

La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.

**Constats :**Aire de nettoyage et désinfection des véhicules :

Les effluents produits par le nettoyage et la désinfection des camions sont collectés et dirigés vers la station de pré-traitement. Les eaux de ruissellements sur les abords de l'aire de nettoyage et désinfection sont eux aussi collectés et dirigés vers la station de pré-traitement.

Conception des locaux :

L'ensemble des installations sont construites en matériaux imperméables résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur: béton peint, carrelage, inox principalement.

Les sols sont dégradés en plusieurs endroits de l'abattoir. Des réparations sont régulièrement réalisées rapiécage mais cela ne suffit pas à maintenir l'étanchéité des sols et l'écoulement fluide des effluents aqueux vers les siphons de sols : présence de flaques stagnantes.

Certains paniers destinés à la collecte des matières organiques (déchets de parages, poils, matière plastique...) ne sont pas positionnés dans les siphons de sols entraînant le transfert de matières en quantités trop importantes vers la station de pré-traitement. Des dysfonctionnements de la station sont régulièrement constatés.

Collecte du sang :

La récupération du sang animal s'effectue au moyen de rigoles dédiées installées au niveau du poste d'abattage et de saignée. Celui-ci est ensuite acheminé vers une citerne de stockage extérieure grâce à un réseau de canalisations commandé par des vannes.

Cependant, une quantité importante de sang est régulièrement orientée vers la station de prétraitement, notamment en raison de défaillances humaines, telles que l'absence de manœuvre des vannes permettant son transfert vers la citerne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'étude d'odeur devra prendre en compte le mode de stockage des sous-produits afin de vérifier si des mesures doivent être prises pour limiter le risque de production d'odeur via ce mode de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Rétention des aires spécifiques aux MRS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Dans les abattoirs de ruminants, les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.

**Constats :**

Retrait des matériels à risques spécifiés :

Des bacs de collecte sont installés au niveau du poste de retrait des MRS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Cuvette de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 30/04/2004, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;



- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

#### **Constats :**

##### Rétention des produits de nettoyage et désinfection :

Au niveau du local de stockage des produits de nettoyage et désinfection, il a été constaté la présence de cuves de 1000 l sans rétention, de bidons de 20 l posés sur des bacs de rétention dont le volume est insuffisant.

Par ailleurs, un stock important de produits périmés a été observé. Le volume de produits présents ne correspond pas à l'usage courant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 7 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 30/04/2004, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des accidents et des pollutions

##### **Prescription contrôlée :**

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin

de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

À l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

**Constats :**

Déchets et les sous-produits animaux fermentescibles (collecte et stockage en attente d'enlèvement) :

Collecte en bac des zones dont les jus d'écoulement sont collectées et dirigées vers la station de pré-traitement. Les bacs ne sont pas fermés mais ils sont collectés tous les jours.

Eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits

Collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement. Il a été observé en sous sol (lieu de collecte et de stockage des sous-produits animaux et de passage des canalisations de transports des effluents issus de la chaîne d'abattage) de nombreuses fuites sur les canalisations. Pour autant ces eaux sont collectées et dirigées vers la station des pré-traitement.

Enlèvement des cadavres, déchets et sous-produits :

Collecte journalière

Aire réservée aux fumiers et matières stercoraires :

Implantée à l'arrière des installations d'abattage, sur un sol étanche. Les jus d'égouttage sont dirigés vers la station de prétraitement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Pré-traitement des effluents**

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/04/2004, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

**Prescription contrôlée :**

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.



Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

**Constats :**

Conception de la station de pré-traitement :

étape 1 : retrait des matières organiques de "grandes" tailles, présence d'un dispositif de dégrillage de 6 mm au niveau du puits de collecte,

étape 2 : retrait des matières organiques de petites tailles, tamis rotatif de 750 microns,

étape 3 : retrait des graisses, agitateur et bras de raclage des graisses en surface dans la cuve de pré-traitement,

étape 4 : transfert des eaux usées pré-traitées vers la station de traitement communale de Avanne via un canal ventury.

Entretien et maintenance de la station :

des mesures sont réalisées quotidiennement afin de vérifier le bon fonctionnement de la station (consommation électrique de la pompe de relevage, du tamis, ...),

Les réparations nécessaires sont réalisées régulièrement.

Les installations de prétraitement sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit en continu.

**Malgré la conception et l'entretien de la station, il est observé une charge importante en matière organique et en sang dans les eaux usées en sortie de pré-traitement** et des casses moteurs régulières. Les causes identifiées sont principalement des défaillances humaines sur la chaîne d'abattage :

- mauvaise manœuvre des vannes sur les réseaux de collecte du sang,
- absence de panier au niveau des siphons de sols.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits**

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/04/2004, article 29

**Thème(s) :** Risques chroniques, traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

**Prescription contrôlée :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

**Constats :**

Les déchets issus de l'activité de l'abattoir font l'objet d'un tri pour recyclage ou transfert à la déchetterie.

Absence d'amoncellement de déchets aux abords de l'abattoir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Rejet indirect**

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/02/2025, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, caractéristiques générales - rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

	Concentrations maximales	Flux maximaux
Débit journalier	400 m <sup>3</sup> /j	-
DBO <sub>n</sub>	4000 mg/l	1600 kg/j
DCO	6000 mg/l	2400 kg/j
MES	1500 mg/l	600 kg/j
Azote global	600 mg N/l	240 kg/j
Phosphore total	50 mg/l	20 kg/j

**Constats :**

Les résultats d'analyse des rejets aqueux n'ont pas été présentés lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : IED**

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 515-71 I

**Thème(s) :** Risques chroniques, IED Dossier de réexamen

**Prescription contrôlée :**

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

**Constats :**

Le dossier de réexamen a été transmis au service d'inspection des ICPE en décembre 2024. Celui-ci est très incomplet, il ne comporte l'ensemble des pièces nécessaires à son instruction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois